

Le classement de *The Economist* en matière de démocratie est-il un bon indice ?

Cet article montre que la qualité méthodologique de l'indice DI est médiocre

Jordi Mas Elias

Crédit photo : [Pexels](#)

Il ne fait aucun doute que le classement de l'indice de démocratie (ID) du magazine *The Economist* est l'un des indices les plus influents au monde. Chaque année, lorsque les nouveaux scores sont publiés, les gouvernements, les partis politiques, les médias et l'opinion publique nationale et internationale observent attentivement les pays qui montent ou descendent dans le classement. Il y a de grandes raisons à cela. Un pays peut gagner en prestige, en réputation et même en avantages économiques s'il est bien classé, car un bon score peut indiquer, par exemple, que le pays respecte les droits de l'homme ou qu'il est agréable d'y vivre et d'y faire des affaires.

La grande influence des indices cache, bien souvent, des questions plus substantielles sur leurs scores. Qui décide qu'un pays doit augmenter ou diminuer sa note ? Selon quels critères ? La modification de la note est-elle conforme à votre méthodologie ? Bien entendu, la **qualité de la démocratie sera mieux mesurée si les indices qui la mesurent sont également de bonne qualité**. Par qualité, nous entendons que l'indice est valide, fiable et transparent. Cet article examine comment et selon quels critères *The Economist* a évalué l'Espagne ces dernières années. Il s'agit d'une question pertinente, étant donné que la qualité de la démocratie a été remise en question par divers acteurs nationaux et internationaux et que, dans le dernier rapport de *The Economist*, l'Espagne est considérée comme une "démocratie faible". Cet article conclut que la qualité méthodologique de l'indice DI est médiocre.

La méthodologie de l'indice de démocratie

Le classement DI est établi par *The Economist Intelligence Unit* et évalue la qualité démocratique des pays sur une échelle de 0 à 10, 10 étant le niveau de démocratie le plus élevé et 0 le niveau le plus bas. Selon le dernier rapport publié début 2022, la Norvège est le pays le mieux classé avec 9,75 points et l'Afghanistan le moins bien classé avec 0,32 points. Le rapport établit également différentes catégories de démocratie en fonction de la note numérique obtenue par chaque pays. Ainsi, les pays qui obtiennent entre 8 et 10 points sont classés dans la catégorie "démocratie complète", entre 6 et 8 dans la catégorie "démocratie faible", entre 4 et 6 dans la catégorie "gouvernement hybride" et moins de 4 dans la catégorie "gouvernement autoritaire".

La note numérique finale de l'indice est établie sur la base de 60 indicateurs regroupés en cinq dimensions. Par exemple, la dimension "libertés civiles" est composée de 17 indicateurs qui mesurent, entre autres, si le pays en question respecte la liberté de la presse, la liberté d'expression ou s'il existe une diversité d'opinions dans les médias. communication. Chaque indicateur peut avoir trois valeurs : Par exemple, un pays recevra un 1 pour l'indicateur de la liberté de la presse si celle-ci est pleinement respectée, 0,5 s'il y a quelques violations et 0 si elle n'est pas respectée. Une fois les scores établis pour chaque pays, ces indicateurs sont agrégés au niveau des dimensions, puis ré-agrégés afin que chaque dimension ait le même poids dans l'indice final.

Pour effectuer une analyse du classement DI, l'observateur se heurte tout d'abord à un problème de **transparence**. *The Economist* ne propose pas de données au niveau des indicateurs, il n'est donc pas possible de savoir si les codeurs de l'*Intelligence Unit* ont attribué à un pays une note de 0, 0,5 ou 1 pour chaque indicateur. La seule information disponible est le score de chaque pays au niveau de la dimension qui apparaît dans les tableaux du rapport annuel (voir le résumé dans le tableau suivant), et la formulation du rapport lui-même, où à certaines occasions le texte justifie pourquoi un pays a subi une variation d'une année à l'autre.

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Rank	17	17	19	19	18	22	24
Electoral process and pluralism	9.58	9.58	9.17	9.17	9.58	9.58	9.58
Functioning of government	7.14	7.14	7.14	7.14	7.14	7.14	7.14
Political participation	7.22	7.22	7.78	7.78	7.22	7.22	7.22
Political culture	8.13	8.13	7.5	7.5	8.13	7.5	7.5
Civil liberties	9.41	9.41	8.82	8.82	8.82	8.53	8.24
Overall score	8.3	8.3	8.08	8.08	8.18	8.12	7.94

Parmi les variations numériques dont l'Espagne a souffert dans ses niveaux de démocratie, seules quelques-unes sont explicitement commentées dans les derniers rapports. Nous allons analyser deux de ces variations qui, comme nous le verrons plus loin, posent un sérieux problème de **validité**. Ces variations sont marquées d'une couleur dans le tableau ci-dessus. La première variation est commentée dans le rapport 2019, où il est noté que l'amélioration du score de l'Espagne entre 2018 et 2019 est due à une "amélioration par rapport à une question concernant les élections locales, qui ont eu lieu en mai 2019 et ont été jugées libres et équitables." En effet, si nous examinons la dimension "Processus électoral et pluralisme", nous observons qu'il existe un indicateur qui demande : "Les élections municipales sont-elles à la fois libres et équitables ?".

3. Are municipal elections both free and fair?

1: Are free and fair.

0.5: Are free, but not fair.

0: Are neither free nor fair.

On peut en déduire que cet indicateur a baissé en 2017 et est remonté en 2019, ce qui a entraîné une baisse de 9,58 à 9,17 au niveau des dimensions. En 2019, il a retrouvé ses niveaux initiaux. Cependant, il est difficile d'établir la raison de cette variation. En premier lieu, parce que des élections municipales ont eu lieu en Espagne en 2015 et 2019. Mais il ne semble pas y avoir de raison de les considérer comme plus ou moins libres¹. En d'autres termes, les élections municipales ont été également libres depuis le début de la période démocratique, et il ne semble pas qu'il y ait eu une variation suffisamment significative de leur performance pour suggérer que le score devrait être modifié.

L'explication la plus plausible est que cette variation est due au fait que les codeurs de *The Economist* ont envisagé, pour une raison ou une autre, de pénaliser l'Espagne en 2017 pour les événements liés au référendum sur l'indépendance de la Catalogne et, après ces événements, ont décidé de ramener l'indicateur à son niveau initial en 2019. Cette variation répond en tout cas à un problème de validité, car la modification de l'indicateur a été motivée par un fait qui n'avait rien à voir avec l'opérationnalisation de l'indicateur.

La deuxième variation analysée dans cet article est incluse dans le rapport 2021, où il est expliqué que l'Espagne a subi une "dégradation de son score en matière d'indépendance judiciaire, liée aux divisions politiques concernant la nomination de nouveaux magistrats au sein de la GCJ". Si l'on examine les tableaux, la seule dimension qui a subi un changement entre 2020 et 2021 est celle des "libertés civiles", qui est passée de 8,53 à 8,24. Le seul indicateur de cette dimension lié au pouvoir judiciaire mesure ce qui suit :

52. The degree to which the judiciary is independent of government influence.
Consider the views of international legal and judicial watchdogs. Have the courts ever issued an important judgement against the government, or a senior government official?
- 1: High.
0.5: Moderate.
0: Low.

En effet, [la Commission européenne a exhorté l'Espagne](#) à renouveler les magistrats du Conseil général du pouvoir judiciaire. Mais l'indicateur mesure le degré d'indépendance du pouvoir judiciaire par rapport à l'influence du gouvernement. Or, il existe actuellement une distance idéologique importante entre les tribunaux, plus conservateurs, et le gouvernement, plus progressiste. Pour cette raison, il est difficile de justifier par ce qui est décrit dans l'opérationnalisation de cet indicateur qu'il y a des raisons de penser que le gouvernement a une influence sur le pouvoir judiciaire. Bien au contraire. Une fois de plus, cette variation répond à un problème de validité car la modification de l'indicateur est motivée par un fait qui n'a pas grand-chose à voir avec ce que l'indicateur entend mesurer.

Conclusion

L'examen des changements que l'Espagne a subis dans l'indice DI permet de conclure que la qualité méthodologique de l'indice de *The Economist* est médiocre. L'indice n'est pas transparent et sa validité est fortement compromise, car les variations des indicateurs sont arbitraires et ne répondent pas à l'opérationnalisation établie dans la méthodologie. Cela ne signifie pas que la démocratie en Espagne ne présente pas d'importants déficits. Mais pour que les indices génèrent des incitations correctes, leur méthodologie doit être claire, transparente et, surtout, prévisible. Si leurs variations sont soumises à l'arbitraire, les États seront plus soucieux de faire pression sur les arbitres que de respecter les normes démocratiques établies par une méthodologie rigoureuse.

1. On pourrait dire que les élections à Barcelone n'ont pas été libres et équitables, puisque les services de renseignement espagnols et certains médias espagnols [ont inventé un faux compte bancaire](#) appartenant au maire de l'époque, Xavier Trias. Trias a perdu les élections locales d'une courte marge de voix face à Ada Colau.

En rapport

- [Trois façons de mesurer la démocratie libérale dans le monde](#)
- [Commencer les guerres. La Russie, initiatrice de guerre](#)
- [Le V-Dem continue à dégrader la démocratie en Espagne aux niveaux les plus bas de la période constitutionnelle](#)
- [L'Espagne dans les indicateurs internationaux de démocratie](#)
- [Indices et méthodes utilisés](#)